SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 AOUT 1923

Rapport de la Commission des Colonies, chargée d'examiner le Projet de Loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le Gouvernement du Congo belge.

(Voir les n^{os} 242, 392 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 25 et 26 juillet 1923 et le n^o 229 du Sénat.)

Présents : MM. VOLCKAERT, président ; EYLENBOSCH, LION, VANDERICK et LEYNIERS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis au Sénat a pour objet d'améliorer la situation de nos magistrats coloniaux au point de vue de la pension et du terme de service et de diminuer les formalités et le travail administratifs qu'entraînent, sans utilité réelle, la préparation et l'exécution du budget colonial.

A ce double titre, le projet est certainement urgent.

L'Exposé des motifs justifie pleinement la réforme, qui répond aux vœux émis dans les débats parlementaires.

Il est naturel que notre corps judiciaire colonial si dévoué et distingué, bénéficie du même régime de pension et des mêmes termes de services qui ont été accordés depuis quelques temps par décret ou arrêté au personnel administratif. Dans ce but, l'intervention de la loi est nécessaire. Quant à la durée, annuelle ou bisannuelle du budget colonial, le projet crée une simple faculté ; la Chambre et le Sénat seront juges à chaque budget de l'usage que le Gouvernement désirera en faire. Il n'y a donc aucun inconvénient à faire cette expérience.

Enfin, le projet soumet les magistrats du parquet au Congo au même régime que celui qui est en vigueur en Belgique et n'y a jamais donné lieu à inconvénient. Le Sénat compte qu'il y sera appliqué dans le même esprit, ce qui permettra d'ailleurs parfaitement de tenir compte des conditions particulières à la Colonie.

Le projet a été voté à la Chambre à l'unanimité des 129 membres présents.

La Commission, unanimement, vous propose de l'adopter également.

Le Rapporteur,
L. LEYNIERS.

Le Président,
V. VOLCKAERT.